



Observatoire  
régional  
de l'intégration  
et de la ville

*Centre de ressources  
Grand Est*

# « Les rendez-vous de la Politique de la ville »

## Financements des actions hors programme 147 et optimisation du « droit commun »

**9 juin 2026**

# **Objectifs du séminaire et présentation du déroulé**

**Murielle MAFFESSOLI, directrice ORIV**

# Objectifs et contenu

- A l'occasion de chaque séminaire (« rdv politique de la ville », il s'agit de faire le point sur un enjeu en lien les contrats de ville.
- Le contenu du séminaire
  - Des contenus en lien l'enjeu du jour (textes, définition, références...)
  - En complément, des démarches ou des expériences en lien le sujet.
    - Jean-Nicolas JOLY, Chargé de projet Programme cadre de vie, logement, mobilités et tranquillité publique, Direction générale déléguée politique de la ville, ANCT
    - Sandra MAUROY, Chargée de coordination régionale, Caisse des dépôts / Banque des Territoires
    - François BOUILLON, Délégué Général et Antoine MATTER, Fondation de France Grand Est
    - Elodie ZEGMOUT, Conseillère d'Éducation Populaire et de Jeunesse, DRAJES du Grand-Est
  - Des ressources en lien avec le sujet.
- Travaux antérieurs de l'ORIV :
  - [https://www.oriv.org/wp-content/uploads/2025/03/ORIV\\_SeminairePV\\_S8.pdf](https://www.oriv.org/wp-content/uploads/2025/03/ORIV_SeminairePV_S8.pdf)
  - <https://www.oriv.org/publication/la-mobilisation-du-droit-commun-un-defi-pour-la-politique-de-la-ville/?hilite=droit+commun>

# **Cadrage**

**Murielle MAFFESSOLI, directrice ORIV**

# Contexte

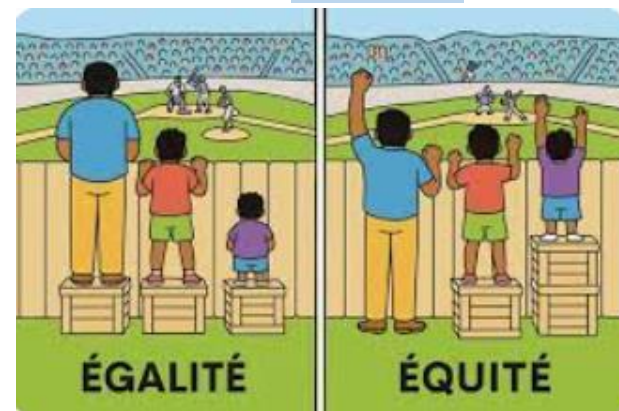
- Le droit commun : une notion utilisée régulièrement, une « littérature » nombreuse mais une difficulté de disposer un contenu clair.
- Une inquiétude dans un contexte contraint financier (rapport de la [Cour des Comptes « rapport annuel 2026 »](#)).
- Une attente récurrente : [étude de Ville et Banlieue](#) (février 2026)
  - Constats : Le contrat de ville s'améliore mais il reste souvent périphérique des politiques ordinaires / sectorielles. Une occupation centrale : 75% des répondants demandent une mobilisation accrue des dispositifs.
  - Attentes : « des dynamiques locales à conforter par une réelle mobilisation du droit commun ».
  - Précaution : le contrat de ville ne peut se substituer aux politiques publiques ordinaires.
  - Attentes : plus de moyens et d'ingénierie, une dynamique de coordination, articulation stratégique entre les politiques publiques.

# Enjeu de la politique de la ville : l'équité

- Le droit commun est lié à l'essence de la politique de la ville.
  - La politique de la ville : une politique de nature « additionnelle ».
  - Une logique de levier visant à agir sur les freins spécifiques (équitable).
- Les habitants des quartiers prioritaires de la ville connaissent des situations et conditions de vie, souvent défavorisées, et marquées par un accès aux droits et aux offres et services publics plus difficiles d'où une mobilisation de la solidarité nationale et locale. Travaux Compas : [http://www.lecompas.fr/doc/CompaszOOm28\\_05juin2023.pdf](http://www.lecompas.fr/doc/CompaszOOm28_05juin2023.pdf)
- Ainsi agir en faveur des habitants-es des quartiers prioritaires de la politique de la ville, ce n'est pas en faire plus pour ces derniers mais viser à rétablir l'égalité (de traitement), le plus souvent dans une logique d'équité.

La différence entre équité et égalité : L'égalité repose sur le principe que chacun doit être traité de la même manière (mêmes opportunités à tous), l'équité, pour garantir une justice réelle, vise adapter les moyens aux besoins de chacun (reconnaissance des différences).

ORIV – 09 06 2026



# Définition(s) du « droit commun »

- Un renvoi systématique aux politiques de l'Etat.
  - Définition du droit commun : ce sont tous les moyens (financements, postes, actions...) que l'État met en place pour l'ensemble du territoire national, de manière indifférenciée, dans les différents domaines où il intervient.
- Une définition élargie
  - Ce sont les moyens de politiques publiques déployées indistinctement sur l'ensemble des territoires par opposition aux politiques spécifiques visant : une contractualisation particulière, une population prioritaire, un territoire éligible.
- La notion renvoie donc à tous moyens, financements, politiques sectorielles (santé, développement économique, éducation, urbanisme, etc.).

# Droit commun ou droits communs ?

- Il n'existe pas un droit commun, mais plusieurs. En fait, on devrait parler de droits communs au pluriel et non au singulier.
- Le droit commun de l'Etat
  - Moyens ordinaires des politiques sectorielles des ministères.
  - Des cas particuliers : politique d'éducation prioritaire / un enjeu d'articulation
- Le droit commun des collectivités
  - Les moyens sont tous à priori de droit commun hormis ceux fléchés sur les quartiers ou leurs habitants (Communes, intercommunalités, conseil départemental et conseil régional).
  - Tableau [des compétences des collectivités](#) (2025).
- Les autres acteurs
  - Les moyens d'établissements publics : [CNAF](#) / CAF, ARS, Caisse des dépôts / banque des territoires, France Travail ou des organismes publics ou privés : bailleurs sociaux ...
  - Les moyens de l'Europe (fonds structurels FSE, FEDER)
  - Les fondations...



# Une priorité réaffirmée : textes

- Un enjeu majeur de la politique de la ville depuis son début avec un accent plus marqué.
  - La création du Fonds interministériel d'intervention pour la politique de la ville (FIV – février 1994).
  - La mise en place de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances avec l'organisation des moyens par BOP (budget opérationnel de programme – loi 2001, mise en place 2006).
- Le programme 147 « Politique de la ville » constitue le support budgétaire des financements spécifiques en matière de soutien à la politique de la ville.
  - Une source des crédits de droit commun de l'Etat en lien loi de finances : [Document de politique transversale \(DPT\)](#).
- La mobilisation du droit commun
  - [Expérimentation des avenants aux Contrats Urbains de Cohésion Sociale](#) (CUCS) / 31 sites (2010-2011) : Intégration de nouveaux engagements sur les moyens de droit commun dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la sécurité.

# Une priorité réaffirmée : textes (suite)

## ■ La mise en œuvre de conventions interministérielles d'objectifs (2012, 2016)

- <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/circulaire/2012/12/5/PRMX1241189C/jo/texte>
- <https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=40431>

## ■ La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014

- La politique de la ville « mobilise et adapte, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en œuvre les instruments qui lui sont propres ». (article 1)
- L'article 6 stipule que « sur la base d'un projet de territoire coproduit et partagé à l'échelle intercommunale, les signataires du contrat de ville s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à mettre en œuvre les actions de droit commun concourant à la réalisation des objectifs énoncés au I de l'article 1er de la présente loi ».

# Une priorité réaffirmée : textes (suite)

- Circulaire du 10 mars 2017 relative à la concrétisation des engagements de droit commun dans les contrats de ville  
[http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/03/cir\\_41963.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/03/cir_41963.pdf)
- Circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030
  - Intégration d'un volet investissement dans les contrats de ville et mobilisation d'acteurs privés
  - « Cette stratégie intégrera également un volet investissement. Celui-ci prévoira notamment les modalités de soutien aux projets identifiés par les habitants lors des concertations et portés notamment par les collectivités territoriales et leurs groupements, mais également par des acteurs publics ou privés. »

# Des limites

## ■ Plusieurs limites :

- Une identification complexe des moyens de droit commun
- Une distinction entre le spécifique et le droit commun souvent complexe.
- Une lourdeur administrative : déploiement des appels à projets et des calendriers différents, des attentes différentes de la part des financeurs (en termes de contenu, de publics, de justification...).
- Une mesure du droit commun difficile.
- Un manque d'articulation entre les politiques publiques.
- L'absence d'outils d'information territorialisés pertinents : les lacunes des systèmes d'information (absence d'un système fiable de remontée d'information sur le droit commun sur les territoires même si évolution).
- Un appel de diversification des moyens financiers.
- Une ingénierie de plus en plus complexe et des moyens humains en baisse.

# Des difficultés des porteurs d'action

- Une volonté de donner la possibilité de soutenir les porteurs de projets et de s'inscrire dans des démarches collectives :
  - soutien financier (convention pluriannuelle d'objectifs, financement des associations (de proximité, peu salarié) pour ce qu'ils sont et non ce qu'ils font...),
  - temps collectif de réflexion,
  - espaces de travail ...
  
- Une interpellation / reconnaissance des risques pour la vie associative
  - Le Mouvement associatif : <https://lemouvementassociatif.org/>  
Etude : Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique, mars 2024. Adoption de l'avis du CESE (Conseil économique social et environnemental) : <https://www.lecese.fr/actualites/renforcer-le-financement-des-associations-une-urgence-democratique-le-cese-adopte-lavis>
  - Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA) : <https://www.associations.gouv.fr/FDVA.html>

# Agir sur le droit commun

## ■ Identifier les moyens de droit commun

- Mieux suivre leur affectation sur les quartiers
- Dresser un inventaire des moyens de droit commun (moyens financiers et humains : postes, ancienneté...)
- Systématiser un porter à connaissance de l'Etat sur les politiques publiques ayant un impact sur les quartiers (peuplement, transport, développement économique...) à partir d'une géo-localisation des moyens humains et financiers

## ■ Territorialiser les politiques sectorielles

- Le pilotage et la territorialisation des politiques de droit commun au niveau local : définir la stratégie de l'Etat local pour les quartiers prioritaires
- La confrontation avec le projet de territoire des collectivités territoriales, étape de négociation préalable à la contractualisation.

## ■ Mobiliser le droit commun / Animer une démarche partenariale

- Une concordance des objectifs entre les politiques sectorielles de l'Etat et les politiques thématiques des collectivités
- Une volonté politique et animation partenariale (gouvernance) pour mettre à plat et infléchir les politiques de droit commun au service du projet défini pour les quartiers prioritaires.

# Identifier le droit commun Etat

- Une source de base : le budget de l'Etat. Depuis la LOLF, il est présenté par politiques publiques :
  - Les lois de finances sont encadrées par [la loi organique relative aux lois de finances \(LOLF\)](#). Mise en œuvre depuis la loi de finances pour 2006.
- Trois niveaux structurent le budget de l'Etat :
  - Les missions correspondent aux grandes politiques de l'Etat.
  - Les programmes ou dotations définissent le cadre de mise en œuvre des politiques publiques. Les dotations s'inscrivent dans un budget opérationnel de programme (BOP).
  - Les actions précisent la destination des crédits.
- 15 documents de politique transversale (DPT) dont un relatif à la « ville » :
  - Une présentation stratégique de la politique transversale.
  - Une présentation détaillée de l'effort financier consacré par l'État à la politique transversale
  - Une présentation de la manière dont chaque programme budgétaire participe, au travers de ses différents dispositifs, à la politique transversale.
  - <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025/projet-loi-finances-les/documents-politique-transversale>

# Identifier le droit commun des collectivités

## ■ Partir des compétences des collectivités

- Communes : équipement, urbanisme, jeunesse, sécurité, sociale...
- Intercommunalités : habitat, aménagement, développement économique, déchets...
- Départements : action sociale, prévention spécialisée, collèges
- Régions : formation professionnelle, apprentissage, développement économique, lycées, transports...

Exemple : tableau des compétences (document 2019).

- ## ■ Partenariat entre les acteurs politique de la ville et les autres services des collectivités
- ## ■ Place des DGS et DGA / légitimité de l'intervention et de la sollicitation



**Echanges avec participants-es**

# **ANCT et financements européens (en lien cadre de vie)**

**Jean-Nicolas JOLY, Chargé de projet  
Programme cadre de vie, logement,  
mobilités et tranquillité publique,  
Direction générale déléguée politique de  
la ville, ANCT**

# **Echanges avec les participant·e·s**

# **Banque des territoires au services des territoires politique de la ville**

**Sandra MAUROY, Chargée de  
coordination régionale, Caisse des  
dépôts / Banque des Territoires**

# **Echanges avec les participant·e·s**

# **Apports des fondations**

**François BOUILLON, Délégué Général  
et Antoine MATTER,  
Fondation de France Grand Est**

# **Echanges avec les participant·e·s**

# **Appui aux associations / porteurs d'action**

**Elodie ZEGMOUT, Conseillère  
d'Éducation Populaire et de Jeunesse  
Référente régionale FONJEP - GUIDASSO  
- DRAJES) du Grand Est**



# **Echanges avec les participant·e·s**

**Pour en savoir plus...**

# Annexe : Textes contrats de ville 2024-2030

- Le cadre Engagements Quartiers 2030 est celui de la [loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014](#) avec quelques inflexions (cf. textes suivants).
- La [circulaire du 3 avril 2023](#) qui présente le cadrage général de la nouvelle contractualisation : un zonage actualisé, une participation ravivée et une contractualisation resserrée.
- La [circulaire du 15 mai 2023](#) qui précise le volet « concertation citoyenne » en lien avec les premières recommandations de la commission « participation citoyenne » présidée par Mohammed MECHMACHE et mise en place par le ministre de la ville et du logement le 6 mars 2023.
- Une [circulaire du 31 08 2023](#) qui fixe le calendrier et les modalités méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération 2024-2030 des contrats de ville.
- Un [comité interministériel des villes](#) qui s'est tenu le 27 octobre 2023.
- Une circulaire relative à [la mixité sociale](#) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (18 décembre 2023).
- Un décret lié à la [nouvelle géographie prioritaire](#) (28 décembre 2023).
- Une [instruction sur la gouvernance](#) des contrats de ville, publiée le 4 janvier 2024.
- Une [circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 2024](#) sur le fonds de participation des habitants (FPH).
- Le [décret no 2024-1037 du 15 novembre 2024](#) portant sur les contrats de ville et la participation des habitants à la politique de la ville, traduit la décision du Conseil constitutionnel.
- Une circulaire du 11 avril 2025 relative à la gestion des crédits 2025 de la politique de la ville pour 2025
- Un [Comité Interministériel des Villes du 6 juin 2025](#).

# Prochains « rdv politique de la ville »

- 26 juin 2026, de 9h à 12h : « Jeunesse et quartiers politique de la ville »
- 18 septembre 2026, de 9h à 12h : « Illettrisme et quartiers politique de la ville »